

POSTULAT

Et si Lausanne sauvait la filière verre ?

La fermeture de l'usine Vetropack de Saint-Prex a été annoncée au mois de mai 2024. A l'heure où se postulat est déposé, les travailleurs-euses de cette entreprise emblématique de la Côte poursuivent leur lutte légitime et exemplaire, bénéficiant d'un soutien populaire et politique historique, pour préserver leur outil de production contre l'avis de la direction du site.

Pourtant, tout devrait porter à défendre le maintien de cette filière. Laisser mourir la dernière verrerie suisse constituerait une absurdité économique et écologique, qui augmenterait notre dépendance aux marchés internationaux, fragilisant la place de l'industrie suisse. Le recyclage du verre, filière d'avenir, nécessiterait de nombreux aller-retours transfrontaliers. A l'inverse, la préserver représente une occasion unique d'asseoir l'industrie locale du verre. L'ignorer serait saboter définitivement notre autonomie industrielle dans ce domaine.

Début mars 2024, Vetropack a activé une procédure de consultation sur l'avenir de l'usine vaudoise. Les représentants du personnel ont alors présenté fin avril de la même année à la direction leurs propositions alternatives à une fermeture. Ils qualifiaient leur dossier de « solide économiquement et innovateur écologiquement », en proposant entre autres l'adoption d'une technologie de fusion de verre par oxy-combustion connectée à un générateur d'oxygène. Cette proposition avait été écartée par la direction du groupe, sans réelle justification.

De même, les salarié-e-s de Vetropack ont proposé de valoriser leur outil de production en exploitant la chaleur produite par l'activité pour alimenter du chauffage à distance. Ils ont également formulé des alternatives au gaspillage énergétique, en suggérant de développer une filière de lavage de verre consigné, en lieu et place du recyclage par refonte du verre usagé.

Vetropack a dès lors décidé de fermer son site, malgré le fait que l'entreprise disposait alors d'un bénéfice net en hausse de 2,8% en 2023 qui se chiffre à 63,3 millions de francs, malgré les conséquences immenses pour les employé.e.s et pour la filiale du verre en Suisse, malgré la mobilisation des employé.e.s de l'usine, du monde politique et des syndicats, malgré des propositions de toutes parts, dont des pistes d'aides fédérales pour l'achat d'un nouveau four à fusion en 2025, plus écologique et économique.

Le fait que les mesures d'incitation diverses ne convainquent pas l'entreprise Vetropack de maintenir le site de Saint-Prex est ainsi d'autant plus regrettable que des solutions viables ont été proposées par les représentant-e-s des salarié-e-s.

Mais dans l'éventualité où la décision de fermer le site de Vetropack devait se confirmer, d'autres solutions doivent être envisagées pour maintenir la filière du verre. En particulier, des collectivités publiques pourraient jouer un rôle décisif dans la préservation de ce secteur dans notre région, par exemple en mettant sur pieds une entreprise communale de recyclage et de production de verre n'impliquant pas un bilan carbone qui, sinon, prendrait l'ascenseur.

Or, la ville de Lausanne apparait comme l'une des collectivités les mieux à même de répondre à cet objectif. En effet, par ses moyens financiers, ainsi que par ses infrastructures déjà importantes dans les secteurs du recyclage, la capitale vaudoise pourrait tout à fait décider de mettre sur pieds une structure communale venant compenser les pertes provoquées par la fermeture du site de Saint-Prex. Le Centre intercommunal de gestion des déchets de Malley, de même que l'usine Tridel, constitueraient ici des bases de départ importantes, ces structures assumant déjà des fonctions proches. Le centre de Malley traite déjà des volumes conséquents de verre et l'usine Tridel pourrait être intéressée par le projet de valorisation thermique suggéré par les salarié-e-s de Vetropack.

Lausanne, le 2 juin 2024

Compte-tenu de ce qui précède, les soussigné-e-s demandent à la Municipalité d'étudier l'opportunité de :

- se positionner publiquement en faveur du maintien d'une filière verre dans le Canton ;
- proposer au Conseil d'Etat de contribuer, en tant que collectivité publique communale, à ce maintien ;
- mettre sur pieds une entreprise communale pour le recyclage, le lavage consigné et la production de verre, en cas de fermeture du site de Vetropack à Saint-Prex, en coordination avec le Canton ;
- le cas échéant, réembaucher en priorité les salarié-e-s de Vetropack pour parvenir à cet objectif.

Pierre Conscience (ensemble à Gauche Lausanne)

